

Canada devrait y maintenir des représentants (l'ambassadeur du Canada au Liban est également accrédité auprès de Damas, mais ses visites y sont obligatoirement brèves).

Ceci dit, l'arsenal économique et diplomatique à même lequel le Canada pourrait puiser pour modifier les politiques de l'ONU semble, hélas, limité à prime abord. Il lui serait possible de retenir les expéditions de denrées destinées à l'Organisation de secours des Nations Unies, mais cette mesure ne produirait aucun effet sur Israël (elle lui sourirait plutôt) et qu'un effet mitigé sur la Syrie. Celle-ci s'intéresse d'abord et avant tout aux réfugiés palestiniens parce qu'ils constituent un instrument utile dans le conflit fondamental qui oppose le monde arabe à Israël. Il semble d'autre part que le volume des échanges entre le Canada et les pays où les forces des Nations Unies peuvent être envoyées soit relativement modeste; la plupart de ces pays pourraient donc se procurer leurs biens essentiels ailleurs ou s'en passer.

La seule arme vraiment efficace dont disposent les diplomates canadiens dans leur recherche d'une politique élargie des Nations Unies en matière de maintien de la paix est l'estime dont jouit le Canada aux Nations Unies et la disponibilité dont il a fait preuve en répondant à l'appel de l'Organisation par le passé. Le Canada devrait miser sur cette réputation et prendre la ferme résolution de ne participer à toute opération que s'il prévoit y apporter une contribution significative.

Si l'on arrêta des lignes directrices appropriées quant à la façon d'exécuter les tâches dévolues aux participants, il ne fait aucun doute que le Canada continuerait d'accepter des missions de maintien de la paix et de pacification. Les forces canadiennes sont particulièrement aptes à être l'élément moteur de toute force onusienne détachée sur le terrain.

On peut également retirer des avantages indirects de ces activités. En l'absence de la guerre, qui constitue un entraînement ultime pour des soldats, il n'existe pas de meilleure façon d'accroître la compétence des officiers et de leurs subalternes que de les affecter à des situations dangereuses sur le terrain.

Nos troupes ont su résister «à la gachette facile» et n'ont fait aucun martyr durant la crise du FLQ, en dépit des centaines de soldats en fonction dans un climat désespérément tendu à Ottawa et à Montréal. Le Canada n'a pas connu l'équivalent d'un «Kent State» parce que les troupes en service ici ont appris à une rude école à contenir l'émotion d'un peuple; qu'on se rappelle la «ligne verte» à Chypre et l'enclave de Gaza. Les forces canadiennes sont et ont été composées de professionnels qui ont essuyé sans broncher les obscénités, les pluies de cailloux et même le tir de certains manifestants. Elles n'ont riposté et ce, avec une force soigneusement calculée, que lorsqu'elles ont commencé à subir de sérieuses pertes. Dans la seule crise du FLQ, le coût de l'engagement du Canada envers les Nations Unies a été maintes fois repayé.

